

Pour une mondialisation alternative

Walden Bello

Numéro 793, novembre–décembre 2017

Pour une démondialisation heureuse

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86726ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bello, W. (2017). Pour une mondialisation alternative. *Relations*, (793), 27–28.

POUR UNE MONDIALISATION ALTERNATIVE

C'est la gauche qui a diagnostiqué les maux de la mondialisation. Alors pourquoi est-ce la droite qui s'approprie le message?

Walden Bello*

L'auteur, sociologue philippin, a cofondé l'ONG altermondialiste Focus on the Global South

Le libre-échange et la libre circulation des capitaux ont été les locomotives de la mondialisation. Mais ces principes économiques ont aussi provoqué une succession de crises entraînant une remise en question généralisée du capitalisme comme force d'organisation de la vie économique – et de son expression idéologique suprême, le néolibéralisme.

Les manifestations dénonçant le capitalisme tenues lors du récent sommet du G20 à Hambourg – les 7 et 8 juillet 2017 – peuvent apparaître, au premier regard, semblables aux mobilisations qui ont marqué chacune des grandes rencontres internationales du début des années 2000. Il y a néanmoins aujourd'hui une différence de taille par rapport à cette période: le capitalisme mondial est dans une période de stagnation à long terme à la suite de la crise financière mondiale de 2008-2009. La nouvelle vague de manifestations témoigne d'un désenchantement vis-à-vis du capitalisme beaucoup plus répandu qu'à l'époque des manifestations des années 2000.

Pour autant, la capacité de résilience du capitalisme à traverser ce genre de crises ne doit pas être sous-estimée. La situation actuelle pose d'importants défis, en particulier pour les militants mobilisés autour des questions de commerce international, qui ont été aux premières lignes de la lutte contre le néolibéralisme et la mondialisation au cours des 20 dernières années.

L'étonnante vitalité du néolibéralisme

Le premier de ces défis est l'étonnante vitalité que le néolibéralisme présente.

La crédibilité du néolibéralisme, pour lequel l'idéologie libre-échangiste est fondamentale, a été grandement minée par une série de crises qui se sont déroulées au cours des deux dernières décennies, parmi lesquelles on retrouve l'échec de la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, en 1999, la crise financière asiatique de 1997-1998 et la crise financière mondiale de 2008-2009, dont les effets continuent de se faire sentir en tirant vers le bas l'économie mondiale.

La plupart des observateurs se souviennent de ce moment, à la fin de 2008, où, après avoir entendu les analyses sur la crise financière en cours livrées par une assemblée d'économistes



Alain Reno, *Halte terre*, 2017, collage

orthodoxes à la London School of Economics, la reine Élisabeth II a demandé: « Comment se fait-il que personne n'ait pu voir venir cela? » Parmi les économistes déconcertés, personne n'avait pu lui répondre – et aux dernières nouvelles, la reine n'a toujours pas obtenu de réponse.

Ce qui est troublant, c'est que le néolibéralisme continue de faire la pluie et le beau temps malgré cette perte de crédibilité. Les professeurs d'économie l'enseignent encore et les technocrates continuent de le prescrire et de l'imposer. Les hypothèses erronées de la théorie libre-échangiste demeurent aux fondements des accords de libre-échange ou de partenariat économique, avec lesquels les grandes puissances cherchent à corseter les pays en voie de développement.

Pour emprunter une image aux vieux films westerns: le conducteur du train a été abattu, mais sa main inerte est restée appuyée sur la manette de vitesse et pousse l'engin à plein régime. Ce qu'il faut retenir de cela, c'est que tant qu'une idéologie permet de servir des intérêts – ceux des entreprises et des institutions du savoir qui ont investi dans son développement, par exemple –, celle-ci ne sera pas renversée, quand bien même serait-elle frappée par une série de crises de crédibilité dévastatrices.

Le développement extraverti a toujours le vent en poupe

Le second défi auquel nous sommes confrontés est particulièrement important pour les pays en voie de développement. Il s'agit de la persistance du modèle de croissance économique tourné vers les exportations, ou développement dit «extraverti».

Aujourd'hui, ce modèle est partagé tant par les néolibéraux que par les non-néolibéraux, qui divergent seulement sur le rôle à confier à l'État: les premiers pensent que le développement devrait être mû uniquement par les forces du marché, tandis que les seconds croient qu'il nécessite un appui vigoureux de l'État. Or, ces dernières années, c'est le modèle même de croissance extraverti qui a été rendu obsolète en raison de la stagnation des centres économiques stimulant la demande mondiale – les États-Unis, l'Europe et les pays formant le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) – qui étaient dynamiques jusqu'à récemment.

C'est d'ailleurs la non-viabilité de ce modèle de croissance économique rapide qui a mené la Chine, sous Hu Jintao et Wen Jiabao, à s'éloigner d'une économie reposant sur les exportations pour adopter une stratégie stimulant la demande intérieure, au travers d'un imposant programme d'investissements de 585 milliards de dollars US. Or, la Chine a échoué et les raisons qui expliquent cet échec sont instructives.

C'est qu'en réalité, un ensemble de puissants intérêts se sont agglutinés autour du modèle économique basé sur les exportations – les banques d'État, les gouvernements locaux et régionaux ayant bénéficié de ces politiques, les entreprises d'État axées sur les exportations, les investisseurs étrangers – rendant difficile toute entreprise de remplacement, et ce, en dépit du fait qu'il n'est pas adapté dans le contexte de stagnation internationale actuelle.

Les mêmes vellétés de changement de politiques économiques ont cours dans d'autres pays en développement et dans la plupart des cas, le résultat est identique: les lobbies de l'exportation sont en train de gagner, malgré le fait que les conditions économiques mondiales nécessaires à leur stratégie se délitent.

Le coup fourré de la droite radicale

Un troisième important défi réside dans le fait que lorsque des changements majeurs en matière de politiques commerciales ont bel et bien lieu, ils ne sont pas le résultat d'actions de groupes progressistes, mais de démagogues de la droite. Le cas le plus patent est celui des États-Unis.

C'est en effet Donald Trump qui a mis un terme à l'Accord de partenariat transpacifique (AFTP), qui avait été tant critiqué par les milieux de gauche. Quand bien même Trump est un démagogue et que ses intentions tiennent de l'opportunisme, c'est lui – et non les démocrates de Hillary Clinton – qui s'est montré favorable à l'abrogation de l'AFTP, qui constituait l'une des demandes centrales du mouvement syndical américain durant la dernière campagne électorale présidentielle. Cela a permis à Trump de faire des gains importants auprès de la classe ouvrière blanche.

En Europe aussi les classes ouvrières se tournent en masse vers les partis de droite radicale, et il ne s'agit pas seulement d'une réaction raciste à l'immigration, mais également parce

que ces partis ont adopté une rhétorique antimondialisation et anti-libre-échange (voir l'article d'Aurélien Bernier, p. 17). À l'instar des démocrates aux États-Unis, les sociaux-démocrates européens sont associés à la financiarisation et au libre-échange; c'est ce qui explique en grande partie leur perte de crédibilité.

C'est pourtant la gauche *anti-establishment*, celle des mouvements sociaux, qui a formulé puis développé la critique de la mondialisation, du néolibéralisme et du libre-échange dans les années 1990 et 2000. Pour une panoplie de raisons cependant, nous n'avons pas été en mesure de traduire nos analyses en un mouvement efficace. L'extrême droite, de son côté, s'est approprié notre message de façon opportuniste et se présente comme étant anti-néolibérale, opposée à la fois au centre droit et au centre gauche. Elle nous a coupé l'herbe sous le pied.

Un autre modèle

Le dernier défi qui nous attend est de proposer un paradigme différent qui soit crédible. Les deux premiers défis que j'ai soulevés renvoient à l'importance des puissants intérêts dans le maintien d'un paradigme en déficit de crédibilité intellectuelle. Mais ce maintien ne s'explique pas seulement par la force d'inertie que représentent ces puissants intérêts. Notre incapacité à passer d'une critique du capitalisme néolibéral à la formulation d'une puissante alternative – comme l'a été le socialisme pour de nombreuses personnes, classes marginalisées et nations au XX^e siècle – fait aussi partie du problème.

Les bases théoriques pour construire un modèle économique différent existent déjà. Elles sont le résultat de l'action de tant et tant de progressistes ces 50 dernières années, et comprennent les riches recherches faites autour des notions de développement durable, de décroissance et de démondialisation. La tâche aujourd'hui est d'intégrer ces divers éléments non seulement dans un modèle intellectuel cohérent, mais aussi dans un récit inspirant qui allie vision, théorie, programme et action dans un tout structuré et solidement ancré dans les valeurs de justice, d'équité et de respect de l'environnement.

Évidemment, il nous faudra travailler sans relâche pour atteindre cet objectif. Mais nous ne pouvons pas seulement être convaincus qu'il est *nécessaire* d'arriver à proposer une alternative qui rallierait une majorité de personnes: nous devons avoir confiance que c'est *possible*.

Voilà certains des plus importants défis auxquels doivent faire face les militantes et militants mobilisés autour des questions liées à la mondialisation. Nous ne pouvons laisser le champ libre à un néolibéralisme du désastre ou à une extrême droite qui s'est approprié nos analyses en les combinant à des valeurs répugnantes et réactionnaires.

Un avenir qui répond à nos valeurs progressistes ne va pas de soi. Nous devons travailler à ce qu'il advienne, et nous le ferons. ☺

* Traduit de l'anglais par Marc-Olivier Vallée. Le texte est paru le 19 juillet 2017 dans *Foreign Policy in Focus*, dont W. Bello est un collaborateur régulier.